

442 eurodéputés sur 705 payés pour installer la dictature veulent interdire la présidence tournante à Orbán

écrit par Christine Tasin | 4 juin 2023



Viktor Orbán, premier ministre hongrois, lors d'une conférence de presse à Belgrade (Serbie) en juillet

2021 © Darko Vojinovic/AP/SIPA



Viktor Orbán, premier ministre hongrois, lors d'une conférence de presse à Belgrade (Serbie) en juillet 2021 © Darko Vojinovic/AP/SIPA

Ils ne se cachent même plus.

Ils sont décidé que tous ceux qui ne partagent pas leur vision de l'Etat de droit doivent être condamnés au silence, interdits de responsabilité. Les votes, la démocratie ? Des gros mots.

Ils ? C'est les gauchos et autres macronistes, évidemment, qui mènent, partout en Europe et aussi au Parlement Européen une lutte insidieuse pour mettre sous le boisseau une dictature qui n'a pas encore publiquement dit son nom.

Le 1^{er} juin, le Parlement européen a approuvé une résolution demandant aux États membres de priver la Hongrie de la présidence tournante de l'UE, que Budapest doit assurer au second semestre 2024 (la présidence tournante est actuellement assurée par la Suède, qui sera suivie par l'Espagne et la Belgique). Portée par cinq des sept groupes du Parlement, la résolution votée par 442 eurodéputés (sur 705, 144 contre et

33 abstentions) “affirme que [Budapest] transgresse l'état de droit et les droits fondamentaux”, [relate Index](#). Le texte “n'a pas d'effet juridique mais transmet un message politique”, note le portail.

Les États membres bottent en touche

“À l'automne dernier, le Parlement européen affirmait [dans un rapport adopté par les eurodéputés] que la Hongrie n'était pas une démocratie de pleine valeur, mais [une autocratie électorale](#). Désormais, les députés européens remettent en cause la capacité de la Hongrie à représenter l'UE.

Suite réservée aux abonnés.

<https://www.courrierinternational.com/article/politique-la-hongrie-peut-elle-assurer-la-presidence-tournante-du-conseil-de-l-ue>

Le Parlement européen a voté jeudi, à une très large majorité, une résolution visant à empêcher la Hongrie de prendre la présidence de l'UE au second semestre 2024, une initiative inédite, qui fait hurler Budapest.

Les eurodéputés ont voté à 442 pour, 144 contre et 33 abstentions. Le texte de la résolution met en doute la capacité de la Hongrie à exercer cette tâche « de manière crédible, compte tenu du non-respect du droit de l'Union [...] ainsi que du principe de coopération sincère » par la Hongrie. Et pousse le Conseil européen à « trouver une solution dès que possible ».

Exercer la présidence de l'UE confère un rôle stratégique qui consiste, pendant six mois, à définir l'agenda politique en choisissant les priorités, à présider toutes les réunions, et à coordonner les travaux législatifs, notamment en jouant un rôle clef dans la conclusion de compromis.

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/les-eurodeputes-votent-pour-empêcher-la-hongrie-d'exercer-la-présidence-de-lue-1948410>

Un vote symbolique. Jeudi 1er juin, le Parlement européen a largement voté pour enlever la présidence tournante de l'Union européenne à la Hongrie, rapportent [Les Echos](#). Ce vote des députés européens intervient alors que la Hongrie doit prendre cette présidence tournante du Conseil européen en juillet 2024 pour une durée de six mois. Les eurodéputés ont voté à 442 pour, 144 contre et 33 abstentions. **Ce vote est purement symbolique et n'a aucune valeur contraignante. Cependant, le Parlement européen menace de suspendre ses travaux législatifs durant ces six mois si la présidence échoit effectivement à ce pays d'Europe centrale.**

A LIRE

[La Pologne compte s'opposer à "toute démarche" de l'UE visant à priver de fonds européens la Hongrie](#)

Atteintes à l'indépendance de la justice

La cause de ce vote de défiance provient des accusations régulièrement portées par les institutions européennes de « non-respect de l'état de droit » par l'état magyar. Ainsi, Budapest a vu en décembre dernier 22 milliards d'euros de fonds européens lui étant destinés être gelés par Bruxelles. L'Union européenne reproche notamment à la Hongrie de nombreuses atteintes à l'indépendance de la justice et au pluralisme médiatique hongrois.

Face à l'ampleur prise par le texte voté jeudi, des Etats membres ont pris position publiquement en amont, en marge d'une réunion des ministres des affaires européennes à

Bruxelles, mardi. **L'Allemagne a été la plus virulente**, la secrétaire d'Etat aux affaires européennes Anna Lührmann déclarant même, à propos de la future présidence tournante hongroise de l'UE, avoir « des doutes sur la capacité de la Hongrie à mener à bien » cette mission. Plus mesurée, **Laurence Boone, la secrétaire d'Etat française chargée de l'Europe** a dit attendre « de la présidence hongroise, comme de toutes les présidences, neutralité et impartialité ».

Pas de quoi impressionner le Premier ministre national-conservateur hongrois Viktor Orbán, habitué des bras de fer récurrents et musclés avec Bruxelles et les Occidentaux.

<https://www.valeursactuelles.com/monde/le-parlement-europeen-vote-contre-la-presidence-de-lue-par-la-hongrie-pour-non-respect-de-letat-de-droit>